

SYRIE

11 personnes tuées par les forces de sécurité près de Damas

Au moins onze personnes, dont un enfant de sept ans, ont été tuées hier près de Damas par les forces de sécurité syriennes au moment où de jeunes opposants se réunissent en Turquie pour renforcer la coordination du mouvement contre le régime du président Bachar al-Assad.

«Les forces de sécurité ont perquisitionné des maisons mercredi à l'aube à Kanaker. Lors de cette opération, onze personnes ont été tuées et plus de 250 arrêtées», a affirmé à l'AFP Ammar Qourabi, président de l'Organisation nationale des droits de l'homme.

M. Qourabi a envoyé une liste des noms des onze victimes à l'AFP, parmi lesquelles figure un enfant de sept ans.

L'opération sécuritaire dans cette ville de 25 000 habitants a été «menée avec l'appui d'un bulldozer et des chars de l'armée» et a «visé des personnes entre 15 et 40 ans», a indiqué M. Qourabi, précisant qu'«au moins 11 véhicules ont transporté les personnes arrêtées». Selon le militant, l'opération est un «acte de vengeance» car les habitants de Kanaker «ont joué un rôle dans l'acheminement de provisions à la ville de Deraa (sud)», assiégée par l'armée et qui «subit des coupures d'eau, d'électricité et d'internet». «L'armée et les forces de sécurité se sont dirigées à l'aube vers Kanaker et ont ouvert le feu dans la ville», a indiqué de son côté l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), qui a communiqué à l'AFP une liste de huit morts. Selon l'OSDH, sept chars se sont positionnés dans la partie ouest de la ville, sept autres à l'entrée principale de Kanaker et quatre autres ont

pénétré du côté est avec un bulldozer.

En représailles, «les habitants de Kanaker ont lancé des pierres sur les chars» et ont barré les rues avec «des pneus enflammés». «Les mosquées de la ville sont transformées en hôpitaux civils», a indiqué l'ONG. L'OSDH a précisé qu'un homme avait déjà été «tué mardi à un poste de contrôle à Harasta», près de Damas. Par ailleurs, «une campagne sécuritaire a commencé mercredi à l'aube à Barza (un quartier de Damas). L'armée et les forces de sécurité se sont déployées dans tous les secteurs de ce quartier», a indiqué l'ONG. Un convoi de «14 bus transportant des hommes armés est passé dans la rue principale», selon l'OSDH, qui s'inquiète d'une «nouvelle campagne d'arrestations». Deux personnes avaient été interpellées mardi soir lors d'une manifestation nocturne à Zebdani, près de Damas. «Les postes de contrôle de l'armée sont de plus en plus nombreux dans cette ville», a signalé l'Observatoire, en précisant que les forces de sécurité confisquaient les ordinateurs portables et poursuivaient leur campagne d'arrestations.

Selon le chef de la Ligue syrienne des droits de l'homme, Abdel-Karim Rihaoui, «environ 300 personnes ont été arrêtées lundi et mardi soir dans le quartier de



Photo : DR

Sayyida Zaynab à Damas et des centaines d'autres dans le quartier de Hajar al-Aswad près de la capitale».

Depuis le 15 mars, la répression du mouvement de contestation a fait plus de 1 400 morts civils, entraîné l'arrestation de plus de 12 000 personnes et l'exode de milliers d'autres au Liban ou en Turquie, selon des organisations de défense des droits de l'homme. Le nombre de personnes dont on est sans nouvelles est de l'ordre de plusieurs milliers. Parallèlement à la répression, des centaines d'avocats ont manifesté hier devant le palais de justice d'Alep (nord) réclamant l'indépendance du Syndicat des avocats et condamnant les violences contre le peuple syrien, a indiqué à l'AFP un militant sous couvert de l'anonymat. Dans le même temps, quelque 200 jeunes opposants syriens du

monde entier ont entamé hier à Istanbul une réunion de quatre jours visant à renforcer la coordination entre les mouvements de contestation et à former les militants. «L'objectif principal est (...) de définir une stratégie de coordination, d'améliorer notre capacité à agir ensemble et de rendre nos efforts plus productifs», a affirmé à l'AFP Moaaz al-Sibaai, un des organisateurs de cette première réunion du Réseau des activistes syriens. Selon lui, «20% au maximum (des participants) sont venus de Syrie» en raison du danger. Le Dr Imaddin Rachid, un des leaders de la contestation en Syrie, récemment arrivé en Turquie, a appelé les jeunes militants à «bâtir une société civile qui dépasse les clivages idéologiques, ethniques et religieux, qui soit transparente et indépendante».

IRAN

Plus de 50 rebelles kurdes tués

Les Gardiens de la révolution, l'armée d'élite du régime iranien, ont tué plus de 50 rebelles kurdes du PJAK depuis le début de leur offensive dans le nord-ouest du pays et vont poursuivre les opérations jusqu'à ce que l'Irak reprenne le contrôle de la région, selon des médias.

«Plus de 50 éléments contre-révolutionnaires ont été tués au cours des opérations des dernières semaines, une centaine ont été blessés et d'autres ont été faits prisonniers», a déclaré un commandant des Gardiens,

dans le nord-ouest de l'Iran, selon un communiqué cité hier par les médias iraniens.

«Notre offensive contre les contre-révolutionnaires américains du PJAK (Parti pour une vie libre au Kurdistan) continuera

le long de la frontière Iran-Irak au nord jusqu'à ce que le gouvernement d'Irak et de la région du Kurdistan (irakien) (...) mette des policiers et des militaires le long de la frontière commune», a déclaré ce commandant, dont le nom n'est pas cité.

«Depuis des années, un territoire de 150 km sur 20 km a été alloué par la région kurde aux contre-révolutionnaires américains du PJAK, sans que le gou-

vernement central (irakien) en soit informé», a-t-il affirmé.

Le 16 juillet, l'armée iranienne a lancé une vaste offensive contre les bases du PJAK, au cours desquelles elle a perdu au moins huit hommes, dont un haut responsable, lors d'acrochages avec les rebelles kurdes à la frontière.

Les violences ont déplacé des centaines de villageois résidant dans les zones frontalières côté

irakien, a affirmé cette semaine le Comité international de la Croix-Rouge.

Le PJAK est régulièrement impliqué dans des affrontements armés avec les forces iraniennes, qui bombardent en représailles les zones frontalières montagneuses du Kurdistan irakien, d'où opèrent les combattants indépendantistes.

PAKISTAN

Jusqu'à 100 000 personnes ont fui la dernière offensive de l'armée

Jusqu'à 100 000 personnes ont fui une zone tribale du nord-ouest pakistanaise frontalière de l'Afghanistan, où l'armée a lancé début juillet une offensive pour déloger les rebelles talibans et leurs alliés d'Al-Qaïda, ont annoncé hier les autorités.

«Nous avons recensé jusqu'ici 9 944 familles, soit jusqu'à 100 000 personnes», a déclaré à l'AFP Sahibzada Anis, un responsable local chargé de superviser l'aide aux déplacés qui ont fui les combats dans le district tribal de Kurram, un bastion des rebelles islamistes pakistanais et afghans.

Près de 1 800 de ces familles se sont établies dans des camps de fortune, les autres ayant trouvé refuge chez des proches ou ailleurs dans les environs, a-t-il ajouté.

L'armée a affirmé vouloir débarrasser Kurram de tous les rebelles impliqués dans les attentats-suicide, les kidnappings et meurtres dans la région.

Le Pakistan, qui subit une pression continue de Washington, leur premier bailleur de fonds, a accepté à la fin 2001, après les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis revendiqués par Al-Qaïda, de participer à la «guerre contre le terrorisme», pour déloger les rebelles de ces zones tribales reculées.

Cette pression a redoublé depuis qu'un commando des forces spéciales

américaines a tué le chef d'Al-Qaïda, Oussama Ben Laden, le 2 mai dernier à Abbottabad, ville garnison du nord du Pakistan.

L'armée pakistanaise a multiplié les offensives dans le nord-ouest ces dernières années, perdant près de 3 000 soldats et annonçant de multiples victoires contre les rebelles qui ont tendance à fuir ces opérations pour se réfugier dans les zones tribales voisines.

En représailles, les talibans ont multiplié les attentats depuis quatre ans, notamment dans le nord-ouest, faisant près de 4 500 morts.

Pour le CNT, l'offre à Kadhafi de rester en Libye est désormais «dépassée»

La rébellion a offert au dirigeant libyen Mouammar Kadhafi de quitter le pouvoir tout en restant dans le pays mais la date-butoir pour cette proposition est désormais «dépassée», a indiqué hier le chef du Conseil national de transition (CNT), l'organe politique des rebelles libyens.

«Nous avons fait une proposition. Le délai est passé. La proposition n'est plus valable», a indiqué le chef du Conseil national de transition (CNT), Moustafa Abdeljalil précisant qu'une proposition en trois points avait été transmise au dirigeant libyen par l'intermédiaire de l'envoyé spécial de l'ONU.

Le CNT avait remis à l'envoyé spécial de l'ONU Abdel Ilah Khatib «une offre très précise, bien intentionnée, prévoyant que Kadhafi pouvait rester en Libye sous trois conditions», a indiqué M. Abdeljalil au cours d'une conférence de presse.

«Le délai pour (accepter) cette proposition est dépassé», a-t-il ajouté. Selon cette offre, Mouammar Kadhafi devait abandonner le pouvoir et renoncer à toutes ses responsabilités et son lieu de résidence aurait été «le choix du peuple libyen» et aurait été placé sous «surveillance étroite», a-t-il ajouté.